



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens — Août 2019

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 30 août 2019

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This summary is also available in English.

Canada The wordmark for Canada, with a small red maple leaf icon above the letter 'a'.

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent des huit groupes de discussion en personne organisés entre le 8 et le 15 août 2019, dans quatre villes du pays, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-



Écosse et au Nunavut. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de discussions, la recherche a permis d'analyser une vaste gamme d'enjeux, dont certains en profondeur, y compris la notoriété et les perceptions entourant de récentes nouvelles, initiatives ou annonces du gouvernement du Canada dans le domaine des changements climatiques et de l'environnement (p. ex., l'interdiction des plastiques à usage unique et la tarification fédérale de la pollution). La recherche a également porté sur des questions d'intérêt local, pour dégager des problèmes précis touchant aux infrastructures et à l'économie. Des sujets particuliers ont été abordés dans certaines villes, par exemple les services de garde d'enfants, les soins de santé, le logement et les enjeux autochtones. Par ailleurs, les participants se sont prêtés à une série d'exercices qui variaient selon l'emplacement et le thème abordé. Ces exercices avaient pour but de cerner les priorités des participants en ce qui concerne les objectifs du gouvernement du Canada, tant de façon générale que dans des domaines ciblés tels que les services de garde d'enfants et les soins de santé. D'autres exercices ont servi à tester les noms possibles d'une stratégie gouvernementale visant à améliorer l'accès à des médicaments sur ordonnance abordables et à jauger l'impact perçu d'une série de mesures prises par le gouvernement du Canada en matière d'environnement.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribués à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les groupes se sont composés de résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Pour le deuxième cycle, les groupes ont été divisés principalement selon le sexe.

Approche détaillée

- Huit groupes de discussion en personne ont été tenus dans quatre villes canadiennes.
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à Hamilton, en Ontario (8 août); à Trois-Rivières, au Québec (8 août); à Iqaluit, au Nunavut (13 août) et à Kentville, en Nouvelle-Écosse (15 août).
- Les discussions des groupes de Trois-Rivières se sont déroulées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.

- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin d’assurer la présence d’au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l’ensemble des villes, 71 personnes ont participé aux discussions. On trouvera ci-dessous des détails sur le nombre de participants par groupe.

Composition des groupes et emplacements

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Hamilton	1	Anglais	8 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	2			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Trois-Rivières	3	Français	8 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	4			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Iqaluit	5	Anglais	13 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	6			19 h 30-21 h 30	Hommes	7
Kentville	7	Anglais	15 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Nombre total de participants						71

Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en août 2019.

Nouvelles du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Interrogés sur les activités, les initiatives ou les annonces du gouvernement du Canada, les participants des quatre villes ont eu tendance à évoquer des nouvelles qui continuaient de retenir l’attention dans les médias, notamment celles touchant aux relations commerciales et diplomatiques, et en particulier l’Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et le conflit persistant avec la Chine.

Sur le front environnemental, plusieurs participants ont fait référence aux pipelines, au projet d’interdiction des plastiques à usage unique et au récent rapatriement des déchets canadiens envoyés aux Philippines. Dans plusieurs groupes, un petit nombre de participants ont mentionné la hausse de l’Allocation canadienne pour enfants (ACE), la légalisation du cannabis et l’affaire SNC-Lavalin, mais ces questions ont été peu commentées.



À Iqaluit, un certain nombre de personnes se sont rappelé l'annonce d'un apport de fonds destinés aux infrastructures du Nunavut et les excuses du gouvernement du Canada pour son traitement des Inuits.

Enjeux locaux (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Les discussions ont mis en évidence une série d'enjeux ou de problèmes communs à toutes les villes : le logement abordable, l'emploi, la drogue, la criminalité, et les services et infrastructures publics. L'accès aux soins de santé a aussi fait surface dans la plupart des groupes.

En parallèle, d'autres enjeux étaient propres à une région. À Hamilton, la pollution provenant des aciéries et l'embourgeoisement des quartiers ont figuré en tête des préoccupations. À Iqaluit, le grave déficit en matière d'infrastructures (connectivité Internet, eau, égouts, logements, routes, soins de santé) a polarisé l'attention. À Kentville, les participants ont évoqué des problèmes analogues, soit le logement, les routes et les soins de santé. Les répondants de Trois-Rivières ont pour leur part mentionné les soins de santé, les routes, la pollution de l'eau, le compostage et le tourisme.

Peu de gens étaient au courant d'activités menées par le gouvernement fédéral pour soutenir leur collectivité. Dans l'ensemble, ils ont considéré que les activités du gouvernement du Canada avaient un impact « neutre » — ni très positif, ni très négatif. Iqaluit a fait exception à la règle : ses participants étaient largement d'avis que le Nunavut fait figure de parent pauvre du financement fédéral et que, souvent, les décisions du gouvernement canadien ne correspondent pas aux souhaits et aux besoins locaux. Sur une note plus positive, certains participants de Kentville ont souligné le financement fédéral octroyé à des établissements de soins de santé locaux et l'augmentation du crédit pour TPS ou du remboursement de la TPS.

Priorités du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Nous avons remis aux participants des quatre villes une feuille de travail comportant une liste d'objectifs généraux, en leur demandant d'encercler les deux ou trois éléments prioritaires sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, selon eux. Les groupes ont été unanimes à reconnaître l'importance de deux objectifs clés : « rendre la vie plus abordable » et « améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens ».

L'importance accordée à l'abordabilité était symptomatique d'inquiétudes plus générales sur la hausse du coût de la vie, surtout du logement et d'autres besoins fondamentaux, et sur les salaires qui n'évoluent pas au même rythme. Les participants ont également privilégié l'abordabilité parce que cet objectif se prête à l'établissement de politiques gouvernementales bien définies pour s'attaquer à la pénurie de logements et à leurs coûts élevés, réduire les impôts, améliorer les perspectives d'emploi et augmenter les salaires.

De l'avis de la plupart des participants, l'amélioration de la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens s'inscrit dans une optique plus large, qui va au-delà des questions économiques et financières pour englober la santé générale et le bien-être des gens. D'autres objectifs axés sur la satisfaction, l'épanouissement ou la prospérité de la population ont paru de nature trop subjective ou personnelle, ce qui compliquerait la tâche d'élaborer un programme précis ou de mesurer les progrès.



L'objectif de favoriser la croissance et le renforcement de la classe moyenne a fait débat et a été perçu différemment selon le lieu. Dans certains cas, le consensus était que la vigueur de la classe moyenne revêt une importance vitale comme baromètre du succès et de la prospérité de la société. Dans ces groupes, beaucoup avaient la ferme conviction que le gouvernement devrait mettre l'accent sur cet objectif. Dans d'autres groupes, l'opinion majoritaire voulait que les personnes à faible revenu soient celles qui ont le plus besoin du soutien du gouvernement.

Garde d'enfants (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville)

En ce qui concerne les services de garde d'enfants, le principal problème des participants de Hamilton et de Kentville avait trait à l'abordabilité. La qualité des services a également retenu l'attention à Kentville, et dans une moindre mesure à Hamilton et à Trois-Rivières. Si plusieurs participants ont souligné l'importance de réduire les listes d'attente pour les places en garderie, ce point a été au premier rang des préoccupations chez les répondants de Trois-Rivières. Le groupe d'hommes aussi souhaitait que la création de places de garderie soit une priorité. Cela dit, l'insistance sur l'abordabilité dans deux des trois villes cadrait avec l'importance perçue des frais de garderie dans ces provinces (Ontario et Nouvelle-Écosse), surtout pour les familles à revenu modeste souhaitant faire garder plus d'un enfant. Certains participants ont confié que ces coûts élevés compliquaient la décision de rester ou non sur le marché du travail.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement devrait améliorer la disponibilité et la qualité des services de garde d'enfants avant ou après l'école OU améliorer les services de garde d'enfants d'âge préscolaire, les participants ont émis des points de vue partagés. Certains trouvaient plus important d'offrir des activités parascolaires structurées afin que les enfants ne soient pas laissés à eux-mêmes et pour mieux tenir compte de l'horaire des parents, surtout ceux qui travaillent par quart. D'autres estimaient plus important d'améliorer les services préscolaires, afin de donner aux enfants de bonnes bases dans un environnement plus organisé, à un âge où ils sont vulnérables et à un stade déterminant de leur développement.

Soins de santé (Kentville)

De toute évidence, les soins de santé étaient un sujet d'inquiétude de premier plan à Kentville. Il y a été question de la pénurie de médecins et de personnel infirmier, des temps d'attente prolongés, de l'accès limité aux soins primaires ainsi que du manque d'hôpitaux et d'établissements de soins de longue durée. Le manque de services et de soutiens dédiés à la santé mentale et à la toxicomanie était également très présent à l'esprit des participants. Peu de gens étaient au courant d'annonces du gouvernement fédéral visant à régler ces problèmes ou à améliorer les soins de santé en général.

Lorsqu'ils ont examiné une liste de priorités possibles du gouvernement du Canada en matière de santé (faisant mention des préoccupations énumérées plus haut), la majorité des participants ont retenu la pénurie de médecins et de personnel infirmier et la réduction des temps d'attente (point davantage signalé par les femmes) à titre de grandes priorités. L'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance a aussi été largement plébiscitée, en particulier et de façon spontanée par les hommes. La plupart des participants considéraient que l'accès à des moyens de contraception

abordables ne devrait pas faire partie des priorités du gouvernement du Canada, ces produits étant déjà accessibles à un prix modique.

Au chapitre des médicaments d'ordonnance, peu de participants avaient entendu parler d'une initiative du gouvernement du Canada visant à assurer un accès abordable à ces produits, mais la plupart ont trouvé l'idée bonne et presque tous ont affirmé que la mise en œuvre d'un tel programme aurait des effets positifs sur leur vie personnelle.

Invités à choisir un nom éventuel pour ce programme à partir d'une liste qui leur avait été fournie, les participants ont classé aux trois premiers rangs « Universal Drug Care » (assurance-médicaments universelle), « National Pharmacare Plan » (régime national d'assurance-médicaments) et « Prescription Access Plan » (régime d'accès aux médicaments sur ordonnance). Aucun des groupes n'est toutefois parvenu à un consensus quant à la « meilleure » option. De plus, les raisons ayant motivé le choix de ces noms plutôt que d'autres variaient beaucoup au sein des groupes.

Environnement (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Les groupes des quatre villes ont fait état de préoccupations très claires à l'égard de l'environnement, dans une perspective tant locale que nationale. À l'échelle du pays, les questions environnementales les plus vives comptaient les changements climatiques, les émissions, la pollution et les catastrophes naturelles comme les feux de forêt ou les inondations. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer en particulier les effets de la pollution sur les eaux du Canada — sur les lacs, les océans et la vie marine. D'autres ont plutôt évoqué le problème des déchets et de leur gestion, en citant notamment l'exportation de déchets dans des pays en développement comme les Philippines.

À l'échelle locale, les enjeux environnementaux ont varié en fonction du lieu. Alors que le réseau d'égout est arrivé en tête de liste à Iqaluit et à Kentville, à Hamilton, les préoccupations tournaient autour de la pollution industrielle de l'industrie sidérurgique locale. À Trois-Rivières, les pâtes et papiers, l'aluminium et d'autres industries ont été pointés du doigt. Les résidents d'Iqaluit ont également noté que les infrastructures de transport et les ports de mer avaient un impact négatif sur l'environnement dans leur collectivité. Invités à dire ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour régler les problèmes environnementaux locaux, les participants n'ont pas donné de détails, mais estimaient que le gouvernement du Canada a bel et bien un rôle à jouer, de concert avec les municipalités et les provinces ou les territoires.

Certains participants se sont rappelé des nouvelles ou des annonces récentes faites par le gouvernement fédéral en matière d'environnement, mais leurs explications manquaient généralement de précision. L'interdiction des plastiques à usage unique et l'envoi de déchets aux Philippines ont fait l'objet des mentions les plus fréquentes, et l'oléoduc TMX, de quelques mentions.

Dans l'ensemble, le niveau de notoriété spontanée associé au projet d'interdiction des plastiques à usage unique était moyen dans les groupes de Hamilton, Trois-Rivières et Kentville. À noter que cette question n'a pas été évaluée à Iqaluit. Une fois qu'ils ont eu connaissance des détails du projet, la plupart des participants ont eu le sentiment d'avoir vu, lu ou entendu quelque chose à son sujet récemment. La grande majorité d'entre eux ont bien accueilli l'idée, jugeant que la pollution par le plastique constitue un problème majeur pour le pays et une priorité importante pour le gouvernement



fédéral. Ils ont également largement appuyé l'idée que les entreprises assument une responsabilité accrue dans le nettoyage de la pollution par le plastique et que le gouvernement du Canada donne l'exemple en réduisant l'utilisation des plastiques dans l'ensemble de ses ministères et organismes.

Les principales réserves à l'égard du projet d'interdiction concernaient son caractère contraignant dans la pratique et les coûts accrus des solutions de rechange, qui se répercuteraient sur les consommateurs. En général cependant, les avantages perçus — la production d'une quantité moindre de déchets à gérer et la réduction de la pollution — ont semblé l'emporter de loin sur les inconvénients perçus de l'initiative.

Tant à Hamilton qu'à Trois-Rivières, personne n'avait entendu parler de « séquestration du carbone ». Le « captage du carbone » a paru évoquer davantage, mais encore là peu de gens ont semblé bien informés ou à l'aise avec ce terme. Une fois sa signification expliquée aux participants, la question de savoir si le Canada devrait investir dans cette technologie ou cette industrie a rencontré une franche opposition. Les risques inconnus que le captage du carbone pourrait poser pour l'environnement ainsi que les conséquences imprévues d'un bris du système ou du réservoir de stockage ont fait partie des motifs d'inquiétude cités à l'appui de cette opinion défavorable. De nombreux participants comprenaient toutefois le point de vue inverse et ont reconnu le potentiel de cette technologie pour ce qui est d'aider le pays à atteindre ses objectifs de réduction des émissions à court terme, tout en tirant des avantages économiques d'une nouvelle industrie canadienne capable de répondre aux exigences du marché mondial.

Mesures environnementales du gouvernement du Canada (Trois-Rivières)

Les participants de Trois-Rivières ont chacun reçu une liste de mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre afin d'améliorer l'environnement. Ils devaient choisir les deux ou trois mesures qui, d'après eux, auraient le plus d'impact. Sans surprise vu leurs préoccupations à l'égard de la pollution par le plastique dans les lacs et les océans canadiens, les participants ont été unanimes à désigner l'interdiction des plastiques à usage unique comme l'initiative la plus porteuse. Les autres mesures fédérales retenues pour leur impact comprenaient la création d'aires marines protégées, l'investissement en faveur du Plan de protection des océans ainsi que la tarification de la pollution imposée aux grands émetteurs.

Les participants de ces groupes avaient le sentiment que le gouvernement fédéral fait le nécessaire et qu'il est « sur la bonne voie » dans sa gestion des problèmes environnementaux du pays. En complément aux mesures incluses dans l'exercice, les participants ont suggéré d'autres moyens grâce auxquels le gouvernement du Canada pourrait protéger l'environnement, notamment : une sensibilisation accrue du public aux lois et aux dispositions en vigueur; le redoublement des efforts consacrés à la gestion des déchets; l'application de nouvelles mesures de protection des terres et des eaux canadiennes; la recherche de meilleures solutions pour réduire les émissions de carbone, surtout celles qui atténuent notre dépendance au pétrole et au gaz, ainsi que l'adoption accélérée des véhicules électriques.



Tarifification de la pollution (Hamilton)

Les participants de Hamilton étaient peu au courant du plan fédéral visant à tarifier la pollution, quoique le terme « taxe sur le carbone » ait suscité une reconnaissance plus large dans les groupes.

Lorsque nous leur avons expliqué le fonctionnement du plan, les deux groupes ont exprimé un soutien plutôt tiède à son égard. La majorité des gens étaient en faveur de mesures environnementales, y compris d'efforts pour atténuer ou inverser les changements climatiques, mais ils avaient des questions sur les aspects essentiels de l'initiative. Leur impression générale était que les entreprises refileraient les coûts aux consommateurs. Et si l'idée de remettre les recettes perçues aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif a généralement paru bonne, certains participants n'en voyaient pas l'intérêt et estimaient qu'une plus grande part des fonds devrait être allouée à la recherche-développement de technologies axées sur la réduction des émissions de carbone. Par ailleurs, peu de gens se sont rappelés avoir reçu de l'information sur la mesure incitative ou l'avoir vue dans leur déclaration de revenus.

Changements climatiques et croissance propre (Iqaluit)

Bien que les participants des deux groupes d'Iqaluit se soient montrés sensibles à la question de l'environnement, peu ont mentionné des défis précis auxquels le Canada est confronté sur le plan des changements climatiques.

La plupart des gens n'avaient pas le souvenir d'avoir entendu parler de cet enjeu dans les dernières semaines ou les derniers mois, quoique certains aient mentionné la « taxe sur le carbone ».

En ce qui concerne plus particulièrement le Nord, en revanche, les participants ont témoigné des effets des changements climatiques, comme le recul du pergélisol, la fonte de la calotte polaire, la détérioration de la qualité de l'air, et la fluctuation des régimes climatiques et des niveaux d'eau.

Les groupes ont aussi reconnu que de nombreux résidents du Nord sont peu versés dans les conséquences des changements climatiques et que d'autres mesures de sensibilisation s'imposent pour les mobiliser et leur indiquer, d'un point de vue pratique, les mesures individuelles et collectives qui s'offrent à eux. Certains participants ont souligné l'importance de produire des documents d'information en anglais, en français et en inuktitut, en adoptant une perspective locale et en intégrant des histoires qui interpellent les Inuits.

Logement (Iqaluit)

Tous les participants se sont dits extrêmement inquiets du manque de logements abordables à Iqaluit. Dans les deux groupes, la question du logement s'est classée au nombre des principaux problèmes d'infrastructures de la communauté.

Si certaines personnes avaient entendu l'annonce récente, par le gouvernement fédéral, d'un investissement de 290 millions de dollars échelonné sur huit ans pour protéger, renouveler et agrandir les logements sociaux et communautaires au Nunavut, la plupart en ignoraient les détails et doutaient fortement que ce montant suffise à répondre aux besoins. Une foule de suggestions ont été faites quant aux mesures supplémentaires que le gouvernement pourrait prendre pour s'attaquer au



problème du logement au Nunavut, par exemple le recours à des méthodes de construction ou de rénovation plus créatives (achat et rénovation de maisons abandonnées, transformation de conteneurs en micromaisons, installation d'unités préfabriquées), l'adoption d'une vision à long terme pour le financement de la construction domiciliaire, et le recrutement d'entrepreneurs locaux. Sur ce dernier point, les participants ont déploré que les entrepreneurs et les gens de métier soient souvent recrutés dans le sud à grands frais, prenant ainsi la place de travailleurs locaux (ou empêchant le développement des métiers spécialisés dans le Nord).

Nutrition Nord Canada (Iqaluit)

Tous les participants connaissaient le programme Nutrition Nord Canada (NNC), lancé en 2011 dans le but de rendre les aliments nutritifs périssables plus abordables et plus accessibles aux résidents de communautés nordiques isolées. Ils ont signalé que l'insécurité alimentaire, et plus précisément le coût des aliments, était un enjeu important. De leur point de vue, bien que NNC cherche à régler ce problème et que son inclusion d'aliments « traditionnels » ou « prélevés dans la nature » soit louable, le programme a pour principal défaut le montant de la contribution, qui est relativement insignifiant vu la cherté des produits alimentaires de base. De nombreux participants ont été d'accord pour dire qu'ils ne remarquaient guère les économies réalisées par ce moyen, car elles sont infimes à côté du montant de leur facture d'épicerie hebdomadaire ou mensuelle.

Les participants ne savaient trop que suggérer au gouvernement du Canada pour mettre fin à l'insécurité alimentaire au Nunavut. Certains ont recommandé l'octroi de nouvelles subventions pour couvrir les frais de transport. D'autres ont plutôt proposé de développer le secteur agricole local, par exemple en soutenant les chasseurs locaux, en prélevant davantage d'aliments issus de la flore et de la faune sauvage, et en offrant de l'aide aux personnes qui souhaitent pratiquer l'horticulture ou l'élevage localement.

Enjeux autochtones (Iqaluit)

Les participants ont clairement indiqué qu'il serait possible d'en faire plus pour améliorer les relations entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones, encore que peu d'entre eux aient jugé que celles-ci évoluaient dans la mauvaise direction. Cela dit, plusieurs ont noté que la qualité des relations variait en fonction du lieu.

Les participants étaient d'avis que, pour avancer sur la voie de la réconciliation et mieux soutenir les communautés autochtones, surtout dans le Nord, le gouvernement devrait montrer plus de respect pour la culture, les traditions et les langues inuites, et honorer son engagement de traiter avec les Inuits et les autres peuples autochtones « de nation à nation ».

La « réconciliation » revêt des sens différents selon les participants, notamment : la présentation d'excuses pour les injustices historiques qui ont été commises, l'injection de fonds dans les communautés autochtones afin d'améliorer leurs perspectives, l'accès à des services de soutien communautaires qui aideront les Inuits à guérir et à surmonter les séquelles et les traumatismes du passé.



Le partenariat conclu entre le gouvernement du Canada et l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) en vue d'établir le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne n'était pas particulièrement bien connu ou compris. Les participants ont exprimé des doutes quant à l'efficacité de ce type d'accords bilatéraux. Ils ont demandé quelles améliorations concrètes avaient découlé de ce partenariat et ont réagi avec scepticisme face au projet d'éradiquer la tuberculose, indiquant que le taux de cette maladie est en hausse depuis 2017.

Les participants ont aussi déploré le manque apparent de consultation et de dialogue avec les aînés inuits et l'ensemble de la communauté lors de la création de ce partenariat avec l'ITK.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

The Strategic Counsel

Numéro du contrat : 35035-182346/001/CY

Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019

Valeur du contrat : 808 684,50 \$
